



Déclaration de politique générale

Les gouvernements doivent éviter le protectionnisme en matière d'investissement

Rédigé par la Commission des politiques du commerce et de l'investissement et la Commission des services financiers et de l'assurance

La contribution positive de l'investissement étranger à la croissance économique, à la création d'emplois et à la hausse du niveau de vie est largement reconnue par les gouvernements, partout dans le monde. Les investissements étrangers et la prédisposition des marchés à les accueillir ont joué un rôle important dans le développement de l'économie de nombreuses régions.

Au fil des ans, l'économie mondiale a connu une forte diminution des obstacles à l'investissement étranger, sous l'effet de l'accueil favorable réservé par les gouvernements aux investisseurs désirant mettre leurs capitaux, leurs technologies et leur expertise en matière de gestion au service de la croissance économique et de la création d'emplois. La réduction de ces obstacles a entraîné un triplement des investissements étrangers directs, de 300 milliards de dollars par an dans les années 1990 à 900 milliards en 2005¹. Cette forte hausse a contribué de manière significative à la croissance économique mondiale, dont le montant en dollars a doublé au cours de la même période². Bien que les investissements aient été largement répartis sur le plan géographique, la majeure partie de la hausse a concerné l'Europe occidentale, les États-Unis et la Chine.

Malgré les avantages évidents de l'investissement étranger, la communauté économique mondiale constate avec beaucoup de préoccupation une nouvelle vague de protectionnisme en matière d'investissement, qui se manifeste par des suggestions d'action ou des initiatives délibérées de gouvernements visant à interdire ou entraver les investissements étrangers, sous prétexte de protéger des « secteurs stratégiques » ou de « préserver la sécurité nationale ». Le plus surprenant est que des pays qui ont longtemps encouragé les investissements étrangers et en ont bénéficié dressent maintenant pour des motifs politiques des barrières bloquant ces investissements dans des secteurs aussi divers que l'énergie, les services financiers (y compris les Bourses et les banques), l'acier, l'industrie alimentaire, le tabac et les ports.

¹ ONU, Rapport mondial sur l'investissement 2004 et 2006.

² Fonds monétaire international, World Economic Outlook Database

